

# LUCIA SINAPI-THOMAS

Directrice exécutive de Capgemini Ventures

## **Lucia Sinapi-Thomas, directrice exécutive de Capgemini Ventures**

La session précédente, très intéressante, a mis en évidence le rôle moteur de l'innovation dans l'industrie des semi-conducteurs. Dans cette session, nous nous pencherons sur le rôle que peut jouer l'innovation dans la lutte contre le changement climatique. Dans le cadre de la COP27, des pays représentant aujourd'hui environ 90 % du PIB mondial se sont engagés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre à zéro émission nette d'ici 2050. Le carbone constitue également une priorité pour tous les conseils d'administration d'entreprises du fait de la pression exercée par les investisseurs, mais aussi par les clients, et d'une réglementation de plus en plus stricte. Un nombre croissant d'entreprises affichent publiquement leur objectif de zéro émission nette et travaillent activement sur leurs plans de décarbonation, qui se traduisent très souvent par des investissements dans la modernisation de leurs sites industriels. Toutefois, réduire activement les émissions de CO<sub>2</sub> ne suffira pas. On estime qu'il sera nécessaire de retirer de l'atmosphère 10 gigatonnes de CO<sub>2</sub> par an en recourant à des solutions naturelles telles que la reforestation ou à des solutions technologiques, à savoir le captage et la séquestration du carbone. La transition énergétique et la décarbonation demandent donc des investissements massifs et, comme l'a souligné récemment le FMI, les budgets publics ne peuvent pas tout financer sur ce front.

De nombreux pays comme le Canada, la Suède ou Singapour ont imposé une taxe sur les émissions de carbone et des systèmes d'échanges de quotas d'émissions sont mis en œuvre dans des régions comme l'Europe pour encourager les bons comportements. Dans le cadre de ces systèmes, les entreprises se voient allouer gratuitement un certain nombre de quotas par an en fonction de leur intensité carbone, et les plus performantes peuvent les échanger sur une bourse. Le marché volontaire du carbone vient s'ajouter à ces systèmes obligatoires ou à ces marchés de conformité. Délivrés sur la base de projets d'évitement ou d'élimination du carbone, les crédits carbone sont achetés par des entreprises désireuses d'accélérer leur trajectoire vers zéro émission nette et constituent donc un moyen de canaliser les financements vers des projets et des porteurs de projets qui, sans cela, ne seraient pas très bancables au regard des critères traditionnels de financement de projets. D'aucuns considèrent les crédits carbone comme la pseudo-monnaie de la décarbonation ou le filet du zéro émission nette.

À quelques semaines de la COP28, cette session entend apporter un éclairage sur la chaîne de valeur du marché volontaire du carbone, et j'ai le plaisir d'accueillir aujourd'hui des intervenants représentant des solutions innovantes de start-ups, à commencer par Maryam Al Mansoori, directrice générale de Rebound ; Matt Atwood, fondateur et directeur général d'Aircapture ; Kristinn Ingi Lárusson, responsable du développement commercial et de la commercialisation de Carbfix ; et en visio, Sam Gill, cofondateur et président de Sylvera. Nous commencerons par un entretien vidéo avec Annette Nazareth, présidente du conseil de l'Integrity Council for the Voluntary Carbon Market, un organisme travaillant activement sur les



principes fondamentaux de ce marché qui, par nature, est totalement ascendant et, à ce jour, non réglementé.